

*Questions orales***LES EMPLOIS POUR LES JEUNES**

M. Bob Speller (Haldimand—Norfolk): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé de la Jeunesse.

Il y a beaucoup de jeunes qui sont inquiets parce qu'ils n'arrivent pas à trouver un emploi. Le ministre sait que, depuis 1989, le nombre de jeunes n'ayant pas réussi à trouver un premier emploi a augmenté de 51 p. 100, passant de 367 000 à 556 000. Plus de 500 000 jeunes Canadiens sont à la recherche de leur premier emploi, mais sans succès.

Quand le ministre va-t-il se décider à présenter des programmes de création d'emplois pour les jeunes?

• (1425)

L'hon. Pierre H. Cadieux (ministre d'État (Condition physique et Sport amateur), ministre d'État (Jeunesse) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre): Monsieur le Président, comme vous le savez, nous avons eu l'occasion, la semaine dernière, de débattre cette question lorsque le député a présenté une motion à ce sujet. Il est clair qu'il n'a pas écouté ce que nous avons à dire.

Nous avons expliqué les nombreuses initiatives que le gouvernement a prises, en dépit de l'obstruction de l'opposition, pour réduire la dette et remettre l'économie en marche afin que les jeunes du pays, sur qui repose notre avenir, aient accès à toutes les possibilités qu'ils méritent.

M. Bob Speller (Haldimand—Norfolk): Monsieur le Président, le ministre parle encore d'inaction. Ce sera bientôt la fin de l'année scolaire et le ministre sait que des centaines de milliers de jeunes ont besoin d'un emploi d'été pour pouvoir continuer leurs études. Pendant ce temps, le gouvernement réduit de moitié le financement des programmes d'emplois d'été qui est passé de 205 millions de dollars, en 1985, à 101 millions de dollars, aujourd'hui même.

Pourquoi le ministre réduit-il le financement de moitié au moment où les besoins sont si grands?

L'hon. Pierre H. Cadieux (ministre d'État (Condition physique et Sport amateur), ministre d'État (Jeunesse) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre): Monsieur le Président, encore une fois, le député refuse d'admettre les faits et fait preuve de sectarisme politique.

Le programme d'emplois d'été de 1993 bénéficiera au contraire d'une hausse de 5,1 millions de dollars.

* * *

[Français]

L'ÉCONOMIE

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Il est de plus en plus évident que la raison pour laquelle le gouvernement est incapable de réduire le déficit et les dettes, c'est à cause de ses propres politiques. Il lui manque un élément fondamental: un taux de chômage bas.

Quand le gouvernement va-t-il se décider à faire ce qu'il faut pour changer ses politiques, pour parvenir à ce qui est fondamental à toute reprise économique: un taux de chômage peu élevé?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, la députée ne comprend pas vraiment les progrès que nous avons faits sur le chapitre de la réduction des dépenses.

Quand le gouvernement a été élu, les dépenses de programmes avaient augmenté annuellement de quelque 14 p. 100 au cours des 15 dernières années. Nous avons ramené ce chiffre à environ 4 p. 100, ce qui est moins que le taux d'inflation. Autrement dit, quand nous sommes arrivés au pouvoir, le gouvernement dépensait 1,33 \$ pour chaque dollar de recette qu'il encaissait. De toute évidence, cela ne pouvait pas durer.

Si la députée se donne la peine de vérifier les chiffres, elle verra que nous avons réduit les dépenses de quelque 118 milliards de dollars. Si nous n'avions pas agi de la sorte, nous aurions aujourd'hui un déficit de 82,5 milliards de dollars au lieu de 34 milliards.

En conclusion. . .

Des voix: Oh, oh!

M. Mazankowski: Effectivement, monsieur le Président, je répète que si nous n'avions pas agi ainsi, si nous avons calmement maintenu la cadence et dépensé généreusement dans la plus pure tradition libérale et néo-démocrate, nous aurions aujourd'hui un déficit de 82,5 milliards de dollars.

M. Fontana: Quelle sorte d'arithmétique est-ce cela?

M. Mazankowski: Je dois dire à la députée que les mesures que nous avons prises. . .